

ONU Tourisme tient à Punta Cana le premier congrès régional de l'Observatoire du droit du tourisme pour l'Amérique latine et les Caraïbes

16 juillet à Punta Cana, en République Dominicaine – ONU Tourisme a tenu avec succès le premier congrès régional de l'Observatoire du droit du tourisme pour l'Amérique latine et les Caraïbes, sur le thème « *Vers un tourisme durable : perspectives juridiques* », les 15 et 16 juillet à Punta Cana, en République dominicaine.

La rencontre était coorganisée par ONU Tourisme et le Groupe Punta Cana et Quiroz Advisors – QA Legal, en collaboration avec le Ministère dominicain du tourisme. Elle a réuni des dizaines de professionnels du droit, de représentants gouvernementaux, d'organismes internationaux et d'acteurs clés, publics et privés, du secteur du tourisme.

Pendant deux jours, les experts et les autorités ont abordé, sous l'angle juridique, les principaux défis et les possibilités à saisir pour le tourisme dans la région. Des sujets tels que la durabilité, la gouvernance, l'aménagement du territoire, les locations touristiques de courte durée, le tourisme accessible et l'accès aux investissements verts ont été analysés dans le but de formuler des recommandations concrètes pour renforcer le cadre juridique du secteur.

Lors de la cérémonie d'ouverture, la Directrice du département des affaires juridiques et des normes internationales d'ONU Tourisme, Alicia Gómez, a souligné l'importance de « *disposer de cadres juridiques clairs et transparents, de modèles de gouvernance inclusifs et d'une approche transversale de la durabilité économique, sociale et environnementale* ». Elle a ajouté que le droit du tourisme constitue un instrument fondamental pour bâtir des destinations touristiques plus résilientes et durables.

L'un des moments forts du congrès a été la création d'un groupe de travail sur la gouvernance et l'aménagement du territoire, au sein duquel les représentants des États membres, sous la direction d'ONU Tourisme et d'experts en droit du tourisme, ont mis au point des recommandations juridiques sur la planification et la gestion du territoire en tant que ressource touristique. Ces conclusions serviront de base à l'élaboration de guides de bonnes pratiques et de futures interventions de l'Observatoire pour l'Amérique latine et les Caraïbes dans ce domaine.

Parallèlement, une formation spécialisée destinée au secteur privé a été organisée qui a porté sur l'application des normes internationales en matière de tourisme accessible. De même, avec la participation de la Banque de développement de l'Amérique latine (CAF) et de la Banque interaméricaine de développement (BID), une rencontre post-conférence sur les investissements

verts a permis d'explorer les mécanismes financiers au service d'une économie touristique plus inclusive et durable.

Le congrès a réuni des invités internationaux de marque, dont le Ministre du tourisme de l'Équateur, Mateo Estrella, et le Vice-Ministre du tourisme de la République dominicaine, Carlos Peguero, ainsi que des représentants du monde de l'entreprise, des universités et des milieux financiers de la région.

Ce congrès marque une étape importante dans la consolidation d'une approche juridique régionale du développement touristique durable. Il renforce l'engagement d'ONU Tourisme et de ses partenaires en faveur de la création de destinations plus durables et plus compétitives.

Pour plus d'informations sur l'Observatoire du droit du tourisme pour l'Amérique latine et les Caraïbes, veuillez consulter : [Observatoire du droit du tourisme pour l'Amérique latine et les Caraïbes | L'Observatoire](#)